

Quiero terminar estas líneas reproduciendo un párrafo con el que el Profesor Gherro termina también la «Premessa» con la que introduce su libro: «Nella consapevolezza che gli interrogativi esaminati su queste premesse meriteranno ulteriori considerazioni; che non poche conclusioni richiederanno più attente verifiche; che certe considerazioni non andranno esenti da riserve, comunque spero di ulteriormente testimoniare con queste pagine la presenza degli studi canonistici nelle nostre Università statali. E spero, soprattutto, che i giovani studenti di queste Università almeno in parte comprendano come il diritto canonico possa proficuamente concorrere alla formazione della loro 'mentalità giuridica', all'acquisizione di un metodo di ricerca e di studio sui sistemi che sia culturalmente aperto alla percezione e all'attuazione dei valori ad essi relativi e che perciò vada esente dalle collazioni del nozionismo acritico e dalle analisi suggerite dal mero tecnicismo ermeneutico».

Hago más todas estas consideraciones, y deseo también que se cumplan las esperanzas que formula su autor.

EDUARDO MOLANO

A. J. VAM DER HELM-V. M. MEYER, *Comparer en droit*, Cerdic, Strasbourg 1991, 213 p.

Dans tous les droits étatiques le recours à la comparaison est une pratique qui tend à se généraliser. Le dessein initial du droit comparé, profondément imprégné d'idéalisme juridique, consistait à élaborer une unification des droits nationaux. Depuis longtemps

un objectif plus modeste, mais plus réalisable, s'est substitué à ce projet: l'harmonisation des législations. Le droit de la communauté européenne en constitue une éloquente illustration. Le droit comparé sert souvent à faire profiter le droit national des solutions en vigueur dans d'autres ordonnancements.

Au long des trois premiers chapitres, les auteurs décrivent la genèse et l'évolution du droit comparé (chap. I), précisent les critères auxquels doivent se soumettre les méthodes de comparaison (chap. II) et plaident en faveur d'une méthode *socio-juridique* susceptible de rendre davantage compte de la dimension sociale du droit (chap. III). L'accent est mis sur l'aspect pragmatique de la discipline comparative. Celle-ci n'est plus présentée comme une science mais bien comme un ensemble de méthodes (herméneutiques) supposant dans chaque cas une justification.

Les quatre derniers chapitres abordent la question qui intéresse le plus les canonistes: est-il possible d'appliquer la méthode *socio-juridique* au droit de l'Eglise? Les auteurs font remarquer comment ce qu'ils appellent le centralisme sclérosant du Code de 1917 a été suivi, à partir de l'entrée en vigueur du Code de 1983, d'une période qui se caractérise par un centralisme législatif limité. L'évolution est due à la souplesse de nombreuses dispositions codiciaires et aux mécanismes de subsidiarité établis par le législateur universel (normes diocésaines, décrets édictés par les Conférences des évêques, etc.). Dès lors, la recherche comparative à l'intérieur du droit canonique, entre les deux Codes universels (latin et oriental) et entre droits particuliers, semble utile.

Encore faut-il vérifier si elle est praticable en droit canonique. L'une des principales conditions de possibilité de la méthode comparative est l'existence de «familles» ou «systèmes» juridiques et, en leur sein, d'«ordres» juridiques comparables. C'est ainsi que l'une des figures de proue du droit comparé, R. David, reconnaissait trois vrais systèmes et y ajoutait un pseudo-système juridique. Selon lui, les trois grandes familles juridiques étaient le droit romano-germanique (*civil law*), le droit de tradition anglaise (*common law*) et le système socialiste. Certes, l'actualité brouille constamment les cartes: la chute du «rideau de fer» ainsi que d'autres facteurs évolutifs remettent en cause les différences essentielles entre ces trois systèmes. Par ailleurs, David considérerait le droit religieux comme une réalité à part, sans pour autant lui accorder le statut de «système» juridique. Quant au droit canonique, il ne le considérerait pas comme un droit religieux, car sa définition de celui-ci impliquait deux caractéristiques qu'il lui déniait, à savoir le fait d'être entièrement révélé et de couvrir l'ensemble des relations sociales. Il est vrai que le célèbre comparatiste français semble prendre comme point de départ une conception incomplète du droit canonique. D'autres comparatistes arriveront à des conclusions très différentes.

Van der Helm et Meyer ne poursuivent pas l'élaboration d'une science comparative, pas plus qu'ils ne se posent la question de la comparabilité entre «systèmes» juridiques civils et religieux. Leur objectif ne réside pas davantage dans l'harmonisation des législations, comme c'est le cas en droit étatique. Leur but est de «retrouver des

formes nouvelles d'équilibre entre l'universel et le particulier», au sein du droit canonique, avec le souci de «préservation, voire de promotion des identités» (p. 192-193).

A cette fin, ils proposent de comparer les normes d'«entités» juridiques. En effet, il faut tenir compte de ce que le droit canonique forme un seul «ordre» juridique, les droits particuliers ne constituant pas de véritables «ordres» juridiques à part entière. Le recours à la notion d'«entité» juridique permet de répondre à cette double objection. La méthode comparative serait applicable dès lors à l'étude d'une fonction ou d'une institution de droit canonique dans des législations différentes ou dans des structures sociales distinctes. L'ouvrage illustre la méthode socio-juridique (qui n'a pas encore été appliquée) par un modèle fonctionnel concernant la fonction du laïc engagé dans le travail pastoral au sein des diocèses. Ensuite il propose un modèle institutionnel comparé (en Espagne et en République Fédérale d'Allemagne) applicable au conseil diocésain de pastorale.

Que penser de la méthode socio-juridique? Une telle méthode peut-elle être appliquée au droit de l'Eglise? Ces questions appellent quelques considérations de philosophie du droit puis de théorie fondamentale du droit canonique.

D'abord, relevons une fois de plus la tendance à appeler «droit» ce qui n'est autre que la loi. Les auteurs entendent en réalité «comparer en législations».

Ils se proposent d'étudier les législations avec un souci d'appréhender la réalité sociale au-delà des textes, ce qui est certes une louable préoccupation.

Mais est-il pour autant justifié de définir les normes juridiques comme des «faits sociaux»? Une telle conception n'est pas innocente, car elle fait relever les lois entièrement du domaine de la sociologie.

Or, du point de vue sociologique, toute loi, institution ou fonction qui n'est pas suivie ou pratiquée (ou qui a cessé de l'être) est une loi, une institution ou une fonction morte. Les normes sont jugées d'après leur *viabilité* et leur *efficacité* (p. 184). Une fois désorbité, le point de vue sociologique tend à imposer *sa loi*. C'est le *sociologisme juridique*. Ces dernières décennies, nombre de législations civiles ont pu en expérimenter les effets: le caractère désuet et inapplicable des lois tendant à limiter le fléau du divorce et de l'avortement n'a-t-il pas été l'un des principaux arguments invoqués pour soutenir des solutions qui ne sont pas conformes aux normes objectives de moralité? Et l'on pourrait multiplier les exemples. Il ne faut pas oublier que les normes juridiques ne sont pas uniquement des faits sociaux.

La question posée est, en définitive, celle de savoir ce qui est immuable et ce qui peut être changé en droit. Le droit naturel (au sens classique) est l'indicateur de l'immuable. Lorsqu'un législateur civil, faisant fi de la nature humaine, modifie sa législation en suivant pour unique critère le sens de la majorité sociologique, il est tôt ou tard «sanctionné» par le droit naturel: les «écarts» par rapport à la loi naturelle provoquent de graves conséquences sociales qui peuvent souvent être constatées. Pour continuer avec les deux exemples mentionnés plus haut, qui contestera le phénomène de désagréga-

tion des familles engendré par la multiplication des divorces? Qui niera l'inquiétant déséquilibre démographique des pays occidentaux qui compromet, entre autres, l'avenir des différents systèmes de sécurité sociale?

Quant à l'applicabilité de la méthode en droit de l'Eglise, une conception purement *sociologique* du droit canonique serait une *contradictio in terminis*... et dans la réalité. En effet, le droit canonique forme un ordonnancement cohérent au sein duquel les normes humaines doivent nécessairement être prises en conformité avec les normes de droit divin (naturel ou positif), ce qui rend impensable un «divorce» entre loi divine et législation humaine. Le can. 22 l'affirme d'ailleurs très clairement lorsqu'il est question de la «canonisation» des normes civiles: elles ne peuvent être observées que «dans la mesure où elles ne sont pas contraires au droit divin». Telles sont donc les limites à ne pas franchir. Si les ordonnancements étatiques peuvent imposer des dispositions contraires à la loi naturelle sans autre conséquence— de leur point de vue —que des ravages sociaux, l'ordonnancement canonique, quant à lui, ne peut s'opposer au droit divin sans courir à sa destruction. Toutefois, si l'on respecte les limites susmentionnées —ce qui suppose que la *Lex Ecclesiae* ne soit pas réduite au rang de «fait social»—, l'on ne peut que se réjouir de la naissance d'un instrument nouveau.

Lorsqu'elle est appliquée à des questions pratiques et discutables (telles que, dans le cadre établi par la loi universelle, le fonctionnement du conseil diocésain de pastorale), cette méthode peut sembler de nature à rendre des services à l'Eglise, en comparant les ins-

titutions dans leur réalité sociale et leur effectivité. Qu'il suffise de rappeler, à ce propos, la léthargie dans laquelle sont finalement tombées certaines dispositions du CIC 1917 devenues inapliquées ou inapplicables. Ce genre de difficultés devrait être évité grâce à la souplesse des dispositions du Code actuel et au travail incombant au Conseil pontifical pour l'interprétation des textes législatifs visant notamment à éviter la sclérose des canons. La méthode comparative pourra probablement contribuer à indiquer les dispositions dont la mise en pratique pose problème et faire bénéficier les législateurs (universels et particuliers) des idées nouvelles issues de la comparaison.

Pour ce qui est de la valeur sociologique de la méthode, il ne revient pas à un non-sociologue d'en juger. D'autant qu'il devrait s'agir d'un jugement *a priori*.

Quant au but ultime poursuivi par les auteurs —«un pluralisme juridique équilibré» (p. 194)—, il semble acceptable dans la mesure où il reste cantonné aux matières et soumis aux conditions que détermine le législateur canonique universel. Bref, comme tout instrument, la méthode socio-juridique demande à être utilisée à bon escient.

JEAN-PIERRE SCHOUPPE

**CONSORZIO EUROPEO DI RICERCA SUI RAPPORTI TRA STATI E CONFES-
SIONI RELIGIOSE**, *Stati e Confessioni religiose in Europa; modelli di finanziamento pubblico, scuola e fattore religioso*, Atti dell'Incontro Milano-Parma, 20-21 ottobre 1989 (EUROPEAN CONSORTIUM FOR CHURCH-STATE RESEARCH, *Church*

and State in Europe; State financial support, religion and the school, Proceedings of the Meeting Milan-Parma, October 20-21, 1989), Giuffrè Edit., Milano 1992, 211 págs.

El presente volumen, recoge los trabajos presentados en el Primer Congreso organizado por el *European Research Consortium on relations between States and religious confessions*. Los trabajos están redactados en inglés y francés. La publicación en Italia y con título en italiano se explica porque el Consorcio tiene su sede material en el *Istituto di Diritto internazionale* de la Universidad de Milán.

Este trabajo colectivo se inicia con una presentación a cargo del Comité ejecutivo que, en breves líneas, da noticia de la existencia del Consorcio, de sus objetivos y composición, y anuncia la publicación de las actas del tercer Congreso (las del segundo fueron publicadas en esta misma colección). Se enumeran a continuación los autores y sus respectivas ponencias:

Charalambos K. PAPASTATHIS, *State financial support for the Church in Greece* (pp. 1-18).

Isidoro MARTIN SANCHEZ, *The financing of religious confessions in spanish law* (pp. 19-40).

Paolo MONETA, *Le financement public des églises en Italie* (pp. 41-56).

Alexander HOLLERBACH, *Finances and assets of the churches. Survey on the legal situation in the Federal Republic of Germany* (pp. 57-76)

David MCLEAN, *State financial support for the church: the United Kingdom* (pp. 77-84).